



Mobilisation générale pour la rentrée 2026 !

Nos organisations syndicales ont mis à jour les supercheries du ministère sur la rentrée 2026 et l'ont amené à donner les chiffres véritables de 4 018 suppressions d'emplois de professeur·es dans le 1^{er} et le 2^d degré à la prochaine rentrée dont 3 256 dans le public (hors emplois liés à la réforme des concours).

L'académie de Dijon doit rendre 164 postes, 81 dans le 1^{er} degré dont 33 en Côte d'Or et 83 dans le 2nd degré.

Suppressions d'emplois : inacceptable !

Ces annonces sont scandaleuses et intensifient le démantèlement du service public d'Éducation : pour les personnels, elles vont conduire à des suppressions de postes, à des fermetures de classes et d'écoles, à une augmentation des postes partagés. Pour les élèves, supprimer des emplois c'est diminuer l'offre de formation et accentuer encore les inégalités.

Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement.

La variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale et toujours dans le même sens : quand le nombre d'élèves augmentait, les gouvernements et ministres ont été capables de supprimer des postes, et quand le nombre d'élèves baisse comme c'est le cas à la rentrée 2026, le gouvernement et le ministre veulent saigner un peu plus encore l'Éducation Nationale au lieu de saisir cette marge de manœuvre pour baisser les effectifs dans toutes les classes, recruter les personnels nécessaires (enseignant·es, CPE, PsyEn, AED, AESH, infirmier·es, assistant·es de service social...), renforcer le remplacement.

Les suppressions d'emplois voulues par le ministère sont un non-sens éducatif et pédagogique, mais elles sont aussi, à terme, défavorables d'un point de vue économique.

Nos organisations dénoncent également un projet de budget qui dépense plus pour les armées et pour la guerre que pour l'Éducation Nationale.

Aucune revalorisation

Le projet de budget poursuit le gel du point d'indice et n'envisage aucune mesure de revalorisation catégorielle de nos professions qui subissent un déclassement salarial et donc social depuis trop d'années.

Nous ne pouvons accepter que la question de nos rémunérations et de nos carrières soit tributaire d'hypothétiques marges budgétaires. Les personnels de l'Éducation nationale tiennent seuls le service public d'Éducation. Compter sur cet engagement, est d'un cynisme insupportable. Nous revendiquons une augmentation des salaires par la revalorisation du point d'indice.

Nous exigeons l'annulation des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires pour baisser les effectifs dans nos classes, assurer les remplacements, mettre en place une école réellement inclusive, dans le respect des droits des élèves et des personnels, une amélioration significative des conditions de travail et de rémunération des AESH et des AED.

Dans l'action dès maintenant !

Comme à l'échelle nationale, nos organisations syndicales de Côte d'Or appellent à la mobilisation de la communauté éducative :

- Elles appellent les personnels et les parents des écoles, collèges, lycées à se réunir et à s'emparer de ces questions cruciales pour la rentrée 2026 et l'avenir de notre service public d'éducation.
- Elles appellent à participer à une **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTERSYNDICALE LE LUNDI 9 MARS À 17H30** dans les locaux de la FSU au 45 rue Parmentier à Dijon, **ouverte aux délégations des écoles, collèges et lycées**.
- À l'initiative d'établissements qui se mobilisent déjà, comme à Is-sur-Tille, elles actent d'ores et déjà une **journée de GRÈVE LE 19 MARS** afin de permettre des **rassemblements devant chaque école/établissement mobilisé-e le matin et un RASSEMBLEMENT/MANIFESTATION DEVANT LE RECTORAT À 14H30**.

Mobilisons-nous massivement pour notre service public d'Éducation nationale !